



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

GENDARMERIE NATIONALE

DOCUMENT UNIQUE

VALANT RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION, CANDIDATURE,
ACTE D'ENGAGEMENT ET CCP

TRAVAUX

MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE

en application des articles R.2123-1 à R.2123-8 du code de la commande publique

**Objet : Rénovation de la toiture ardoise du bâtiment 17
Caserne de gendarmerie RICHEMONT à NANTES**

Numéro de consultation : **CONSULT_RGPL_26003**

Pouvoir Adjudicateur :

l'État – Ministère de l'intérieur et des Outre-mer

Représentant du Pouvoir Adjudicateur :

Monsieur le général de division, commandant la région de
gendarmerie des pays de la Loire, commandant le
groupement de gendarmerie de Loire-Atlantique

19 bis, rue de la Mitrie – B.P 50 701

44 007 NANTES CEDEX 1

Téléphone:02 28 24 13 40

Comptable assignataire :

Monsieur le directeur régional des finances publiques
de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine
avenue Jean Janvier – B.P 72 102
35 021 RENNES CEDEX 9
Téléphone : 02.99.79.80.00



Code CPV principal : **45261212 (Travaux de couverture en ardoises)**

Code CPV secondaire : **45261410 (Travaux d'isolation de toiture)**

Groupe marchandise : **36.02.02 - Travaux de rénovation bâtiment (yc bâtiments historiques)**

Le document comporte 38 pages

Le document unique et son (ses) annexe (s) sont consultables sur le site électronique « PLACE » ; aucune transmission par tout autre moyen ne sera effectuée par le pouvoir adjudicateur.

Le présent document est le dossier de consultation, valant contrat et engagement.

Il est composé des points suivants :

- | | |
|---|---|
| Préambule | F. Clauses techniques |
| A. Objet du marché | G. Annexe financière |
| B. Règlement de la consultation | H. Attestation sur l'honneur |
| C. Identification du pouvoir adjudicateur | I. Signature du marché par l'entreprise |
| D. Identification de l'entreprise | J. Décision du pouvoir adjudicateur |
| E. Clauses administratives | K. Notification du marché au titulaire |

. PRÉAMBULE



Le dispositif « marché public simplifié » (MPS) est remplacé par le « **document unique de marché européen** » (DUME).

Le DUME est une déclaration sur l'honneur qui permet aux entreprises d'attester de leur compétence, de leur situation financière ainsi que de leurs capacités lorsqu'elles répondent à un marché public au sein d'un état de l'Union européenne. Il est utilisé comme preuve préliminaire dans les procédures de passation de marchés publics.

Le DUME a pour vocation de simplifier les processus de fourniture de documents et certificats attestant de l'éligibilité d'une entreprise à un marché public (critères d'exclusion et de sélection). Il se substitue aux DC1, DC2.

Aucune attestation n'est demandée au moment de la remise du DUME.

Le DUME est accessible au moment de la réponse sur [PLACE](#), sur le site [CHORUS](#) à la rubrique « Accéder au Service DUME » ou [directement](#)

L'utilisation du formulaire « DUME » est fortement préconisée, mais le candidat peut répondre par tout autre moyen.

L'entreprise peut répondre à une consultation par un DUME même si l'acheteur n'a pas lui-même créé de DUME.

Le candidat peut choisir de signer son offre (présent document unique) dès le dépôt de sa candidature. Dans ce cas, il aura recours à un certificat de signature électronique de type eIDAS, conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique et signera uniquement le document unique.

ATTENTION, seuls font foi les documents originaux du DCE détenus par l'administration.

Quel que soit le nombre de lots, l'information ne doit être fournie qu'une seule fois.

A. OBJET DU MARCHÉ

A.1 Objet du marché

Le présent marché concerne la rénovation de la toiture ardoise du bâtiment 17 de la Caserne de Gendarmerie RICHEMONT située 19, rue de la Mitrie à NANTES.

A.2 Décomposition en tranches - allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

Conformément aux dispositions des articles R.2113-4 à R.2113-6 du Code de la commande publique, le marché est décomposé en :

- Tranche ferme : Rénovation de la toiture ardoise du bâtiment 17 – Caserne RICHEMONT
- Tranche optionnelle : Isolation de la toiture du bâtiment 17 – Caserne RICHEMONT

Chaque tranche constitue un ensemble cohérent de prestations pouvant être exécuté indépendamment.

Les prestations relevant de chaque tranche sont décrites à l'annexe F (ANNEXE TECHNIQUE).

Le titulaire ne peut exécuter les prestations de la tranche optionnelle qu'après notification de la décision d'affermissement par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La tranche optionnelle pourra être affermée dans un délai maximal de 6 mois à compter de :

- de la notification du marché.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité du fait du non-affermissement de la tranche optionnelle.

B. RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

N.B: les informations contenues dans ce paragraphe sont non contractuelles et informent les candidats sur les conditions de la mise en concurrence.

N.B: le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au document unique (au plus tard dix jours avant la date limite de remise des offres). La date de remise des offres pourra alors être prorogée.

B.1 Procédure de la consultation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée au regard des articles R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique (CCP).

- ☒ Les variantes sont autorisées.
- ☐ Les variantes ne sont pas autorisées.

Les variantes sont autorisées par la personne publiques en vertu de l'article R.2151-9 du code de la commande publique.

Le présent marché sera conclu soit avec un titulaire unique, soit avec un groupement d'entreprises.

Conformément aux dispositions des art. R2142-19 à 27 du CCP, les entreprises souhaitant se présenter groupées, pourront choisir la forme du groupement conjoint ou solidaire.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage pour l'exécution du marché.

Chaque candidat ne pourra remettre qu'une seule offre, soit en qualité de prestataire unique ou de membre d'un groupement.

Le présent marché est un marché :

- ☒ forfaitaire à prix global
- ☐ à bons de commande, sur la base de prix unitaires
 - ☐ avec un minimum de /// € HT / ou quantité
 - ☐ avec un maximum de /// € HT / ou quantité

B.2 Documents à fournir par le candidat

La signature des documents N'EST PAS obligatoire au dépôt de l'offre

- Le présent document daté, avec ses annexes ;
- Le devis détaillé des travaux (DPGF) ;
- L'attestation de visite de site jointe en annexe ;
- Un mémoire technique justificatif et explicatif. Le candidat renseignera pour le projet :
 - son engagement sur le planning prévisionnel et les délais de travaux. Le calendrier prévisionnel doit être précis, détaillé et réaliste (en jours calendaires) ;
 - les moyens humains y compris la sous-traitance et les matériels affectés : nombre de personnes mobilisées pour les prestations, qualifications techniques et les certifications de l'équipe dédiée. Les sous-traitants éventuels doivent fournir les mêmes documents (notamment certificats) que le titulaire ;
 - l'organisation de l'équipe dédiée à la réalisation du projet ;
 - la présentation de la méthodologie retenue, des mesures d'organisation et de la bonne appréhension des attentes du pouvoir adjudicateur. Le candidat précisera notamment les modalités de gestion des déchets et de réduction de nuisance de chantier ;
 - les procédés d'exécution des travaux mis en œuvre et les caractéristiques des fournitures demandées (joindre les fiches techniques des matériaux) ;
 - les garanties relatives aux matériels et prestations, notamment concernant les exigences des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) ;
 - toute demande issue du Cahier des Clauses Techniques Particulières (Annexe F) ;
 - tout autre renseignement utile à la bonne exécution du projet.
- une attestation d'assurance garantissant sa responsabilité civile en cas de préjudices causés aux tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

B.3 Réception des plis

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) :

www.marches-publics.gouv.fr

Les pièces constitutives sont à transmettre **exclusivement par voie dématérialisée** sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) :

www.marches-publics.gouv.fr

Les plis, enregistrés dans l'ordre d'arrivée, doivent parvenir avant la date et heure limite de réception des offres fixée au :

Le 10/07/2026 à 12h00

Les candidats sont seuls responsables du respect de la date de dépôt. Les offres qui parviendraient après la date et heure limite ne seront pas acceptées.

Si le candidat doit modifier ou rajouter une pièce à son offre déjà déposée, tout déposer à nouveau et au complet car le dernier envoi prévaut.

B.4 Critères de sélection

Sont éliminées de la présente consultation sans être étudiées, les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, étant précisé qu'est :

- *inappropriée*, une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre ;
- *irrégulière*, une offre qui est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation ;
- *inacceptable*, une offre dont les conditions d'exécution méconnaissent la législation en vigueur ou lorsque les crédits alloués au marché ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

Les offres des candidats admis à l'analyse de leur proposition seront notées et classées par ordre décroissant sur la base des critères pondérés ci-dessous.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

Critères d'attribution	Pondération
<p><u>La valeur technique et environnementale des prestations :</u> Évaluée à partir du mémoire technique</p> <p>Chaque offre se verra attribuer une note technique sur 100 à l'issue de l'analyse du contenu des offres. Cette note sera obtenue en faisant la somme des notes obtenues pour chacun des sous-critères, selon la répartition suivante :</p> <p><u>Sous-critère n°1 :</u> Note méthodologique / Dossier technique (/80 pts)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présentation du titulaire, engagement à développer une démarche qualité et présentation contextualisée des travaux à réaliser (/20 pts) • Présentation de l'agence chargée de réaliser les travaux avec organigramme (/ 5 pts) • Moyens humains affectés au chantier (/ 10 pts) • Moyens techniques affectés au chantier (/10 pts) • Références de travaux similaires réalisés par l'agence chargée des travaux (/5 pts) • Organigramme de l'équipe mise en place pour ce chantier avec les responsabilités de chaque intervenant (/ 5 pts) • Matériels installés avec les documentations techniques et les méthodes de mise en œuvre (fiche techniques) (/10 pts) • Planning d'intervention avec les effectifs prévisionnels de chantier (/15 pts) <p><u>Sous-critère n°2 :</u> Valeurs environnementale (/20 pts)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Moyens mis en œuvre pour la gestion des déchets / emballages (/10 pts) • Moyens mis en œuvre pour la gestion des nuisances liés aux travaux (/10pts) 	40 %
<p><u>Délai d'exécution :</u></p> <p>Chaque offre se verra attribuer une note sur 100 calculée comme suit :</p> <p><u>Durée totale des travaux</u> (/30 pts)</p> <p>- l'offre de base dont la durée est la moins élevée obtiendra la note 100 ;</p> <p>- les autres offres obtiendront une note égale à $100 \times (1 - (M - Mbmin)/Mbmin)$ où Mbmin est le montant de l'offre de base la moins élevée et M est le montant de l'offre considérée.</p>	20 %
<p><u>Le prix des prestations :</u></p> <p>Chaque offre se verra attribuer une note financière sur 100 calculée comme suit :</p> <p>- l'offre de base la moins élevée obtiendra la note 100 ;</p> <p>- les autres offres obtiendront une note égale à $100 \times (1 - (M - Mbmin)/Mbmin)$ où Mbmin est le montant de l'offre de base la moins élevée et M est le montant de l'offre considérée.</p> <p>Toute offre dont le montant est supérieur à deux fois le montant de l'offre la moins élevée obtiendra la note 0 (zéro).</p>	40 %

B.5 Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

B.6 Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à une négociation avec les candidats ayant remis les offres jugées les plus intéressantes, suite au premier classement établi par application des critères pondérés énoncés.

La négociation est engagée librement avec les candidats sélectionnés. La négociation est conduite dans le respect du principe de l'égalité de traitement de tous les candidats. Elle portera sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix. L'offre finale sera jugée selon les mêmes critères du présent règlement. Le classement final sera établi sur cette base.

Elle pourra prendre la forme d'échanges écrits et/ou d'entretiens avec le ou les candidats retenus par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'échanges écrits, les candidats devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délai indiqués dans le courriel.

En cas de rencontre avec les candidats, une convocation sera transmise aux candidats en amont de l'entretien de négociation.

A l'issue des négociations, les candidats remettront alors leur offre finale dans un délai maximal indiqué lors des échanges. Ce délai de remise des offres finales sera identique pour tous les candidats.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve aussi la possibilité de ne pas négocier.

C. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

- Direction / Service
Région de gendarmerie des Pays de la Loire et Groupement de gendarmerie départementale de Loire-Atlantique – Division de l'Appui Opérationnel – Bureau du Budget et de l'Administration
- Nom, prénom, qualité du signataire du marché
Monsieur le général de division
Laurent LE GENTIL commandant de région, commandant de groupement
- Adresse, téléphone, courriel, télécopieur
19 bis, rue de la Mitrie – B.P. 50701 – 44007 NANTES CEDEX 1
Courriel : bil.dao.rgpl@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- Contact pour obtenir des informations techniques :
Bureau de l'Immobilier et du Logement
Téléphone: 02 28 24 14 13
Courriel : bil.dao.rgpl@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire :
Direction Régionale des Finances publiques de Bretagne et du département d'Ille-et-Vilaine
Avenue Jean Janvier – B.P. 72102
35021 RENNES CEDEX 9
Téléphone : 02 99 79 80 00
- Imputation budgétaire :
 - Centre financier : 0152-CDGN- CINF
 - Domaine fonctionnel : 0152-04-01
 - Activité : 15234500308
 - Centre de coût : GN5EMPL044
 - Localisation interministérielle : N5244
 - N° REFX : 251405
- Service et adresse pour l'envoi des factures : dépôt **OBLIGATOIRE** des factures sur le portail Internet :
<https://chorus-pro.gouv.fr>

- Personne habilitée à donner des renseignements sur le nantissement ou les cessions de créance (art. R.2191-45 à 53 du

CCP) :

Monsieur le chef de l'Appui Opérationnel

D. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

- Nom de l'entreprise et nom du représentant identifié :
(à compléter par l'entreprise)

- Adresse, téléphone, courriel, télécopieur :
(à compléter par l'entreprise)

- SIRET : (à compléter par l'entreprise)

- Coordonnées bancaires : (à compléter par l'entreprise + joindre RIB)

CODE BANQUE	CODE GUICHET	N° DE COMPTE	CLÉ RIB

D.1 Si groupement d'entreprises :

- Nature du groupement : (à compléter par l'entreprise)
- identification des membres du groupement : (à compléter par l'entreprise)
- Coordonnées bancaires des membres du groupement : (à compléter par l'entreprise)

- Identification du mandataire et coordonnées : (à compléter par l'entreprise + joindre RIB)
- Répartition des prestations avec indications des montants HT par entreprise : (à compléter par l'entreprise)

D.1 Le candidat soumissionne pour :

La totalité du marché.

E. CLAUSES ADMINISTRATIVES

E.1 Liste des documents contractuels par ordre de priorité

Le présent marché est régi par les documents ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

1. le document unique, signé par le(s) candidat(s) et le représentant du pouvoir adjudicateur, ainsi que ses annexes (le cas échéant, bordereau des prix à fournir par le candidat) ;
2. le cas échéant, les modifications ;
3. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux en vigueur à la signature du marché, ou tout texte réglementaire le remplaçant ;
4. les dossiers de plans et techniques ;
5. le devis détaillé des travaux, tranche ferme et tranche optionnelle à fournir par le candidat ;
6. le planning prévisionnel d'exécution des travaux annexé au document unique (fourni par le candidat) ;

7. le plan de prévention du CSPS ;
8. l'engagement de confidentialité annexé au document unique (annexe 4);
9. le cas échéant, les annexes relatives à la co-traitance ou la sous-traitance ;
10. les actes spéciaux de sous-traitances et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
11. l'offre technique du (des) titulaire(s) du marché.

Si certaines dispositions des plans et de l'annexe F. soulèvent des contradictions ou des divergences d'interprétation, les ouvrages seront exécutés conformément aux décisions du maître d'ouvrage sans entraîner pour autant des modifications de prix du marché.

E.2 Durée et délai d'exécution

La durée du marché court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux de la tranche ferme au titulaire.

Le délai d'exécution de la tranche ferme est fixé à 12 mois.

Le délai d'exécution de la tranche optionnelle est fixé à 12 mois.

Le délai d'exécution de la tranche optionnelle court à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant son démarrage.

Le délai d'exécution prévisionnel sera présenté par le titulaire et détaillé dans son mémoire technique.

Une prolongation du délai d'exécution peut-être accordée par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions fixées à l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Jours d'intempéries :

En vue de l'application de l'article 18.23 du C.C.A.G., le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 6 jours.

En vue de l'application éventuelle du 3^{ème} alinéa de l'article 18.23 du C.C.A.G., les délais d'exécution seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant dans le tableau ci-dessous :

Organisme de référence : station météorologique la plus proche du lieu des travaux.

Nature du phénomène	Valeur limite
Pluie	> à 5 mm en 24 heures
Neige	> à 5 cm maintenue pendant plus de 3 heures
Gel	- 5° C sous abri à 6 heures du matin
Vent (grues – couverture – échafaudages)	> à 80 km/h d'une durée minimale de 2 heures

Pour être prises en compte, les intempéries doivent être déclarées comme arrêtant l'exécution des tâches du calendrier et faire l'objet d'attachements journaliers à soumettre au maître d'ouvrage le jour même (envoi par mail avec diffusion du bulletin météo correspondant). Le demandeur fournira un bulletin météo suffisamment précis pour juger des conditions d'application des clauses d'intempéries ci-dessus. En fonction de ces informations, le maître d'ouvrage analysera le bien-fondé des demandes et décidera de leur prise en compte dans le décompte des journées d'intempéries entraînant une prolongation des délais lorsque le nombre de jours d'intempéries prévisibles fixé ci-dessus sera dépassé.

Le délai d'exécution ne peut être prolongé que par le pouvoir adjudicateur et par ordre de service actant un arrêt pour intempéries constatées par la météorologie régionale au poste le plus proche et mettant l'entreprise dans l'impossibilité d'exécuter les travaux.

Retard dans l'exécution des travaux :

En cas de retard dans l'exécution des travaux, une pénalité sera appliquée. (cf. Article E.14 – Pénalités et réfaction).

Le simple constat du maître d'ouvrage entraîne de fait l'application de cette retenue sur chaque décompte mensuel. Cette retenue sera restituée à l'échéance du calendrier prévisionnel de l'exécution des travaux du lot si celui-ci est respecté.

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. À la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de non-respect de remise en état dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification de la décision de réception, une pénalité sera appliquée.

E.3 Lieux d'exécution et conditions d'accès

Les travaux seront en site occupé et le titulaire devra respecter la confidentialité et le respect du site.

Adresse du site :

Région de gendarmerie des Pays de la Loire

Caserne Richemont

19, rue de la Mitrie

44000 NANTES

Visite de site obligatoire :

Afin de présenter une offre valable, tout candidat est tenu d'effectuer une visite sur place (*attestation de visite à renseigner et à joindre à la présente offre*). Il peut ainsi évaluer l'importance des travaux, vérifier l'exactitude du descriptif et appréhender les contraintes liées au site (travaux en site occupé).

La prise de rendez-vous est à effectuer via le formulaire de demande de visite de site joint au présent document. Ce formulaire est à transmettre au moins **48 heures** avant la date de la visite au Bureau Immobilier et Logistique : **bil.dao.rgpl@interieur.gendarmerie.gouv.fr**

Une attestation de visite de site, jointe au présent document, sera à remettre avec l'offre.

Obligations du titulaire :

Dans un délai de 48 heures suivant la réception de la décision de notification du marché et avant tout commencement d'exécution des prestations, le titulaire fournit au bureau du budget et de l'administration (BBA) et au bureau de l'immobilier et du logement (BIL) la liste nominative de son personnel :

Courriels :

bba.dao.rgpl@gendarmerie.interieur.gouv.fr

bil.dao.rgpl@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Elle comporte obligatoirement les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité, domicile et qualification professionnelle de l'employé(e), ainsi que l'identification de l'agent chargé de l'encadrement.

Tous les personnels d'intervention, titulaires et de remplacement, nommément désignés par le titulaire en vue de l'exécution des prestations du présent marché, doivent être préalablement agréés par la gendarmerie nationale. Ils sont les seuls autorisés à intervenir dans l'établissement.

Il est précisé qu'une autorisation individuelle d'accès est nécessaire pour la visite et l'exécution des prestations. Celle-ci est obligatoire pour tous les intervenants au projet et sera délivrée seulement après une enquête de sécurité (articles L.114-1 et R.114-4 du code de la sécurité intérieure).

À partir de la date de communication de cette liste, la personne publique peut, dans un délai de cinq jours, procéder à des récusations sans préciser le motif. Le titulaire propose les changements nécessaires qui sont soumis à la même procédure. Les récusations ne pourront en aucun cas justifier, de la part du titulaire, une demande d'indemnité pour charge supplémentaire ou une diminution provisoire des prestations exécutées.

Les modifications pouvant intervenir dans la composition du personnel doivent être notifiées au Bureau de l'Immobilier et du Logement au moins huit jours auparavant, sauf en cas de maladie.

Faute de respecter les règles ci-dessus, le titulaire ne pourra élever de réclamation d'aucune sorte à la suite de l'interdiction d'accès aux personnes non inscrites.

Afin de permettre une identification rapide, le titulaire doit doter son personnel d'un **vêtement de travail avec un insigne spécifique du titulaire**.

Enfin, le titulaire s'engage à fournir les certificats d'immatriculation des véhicules utilisés par ses salariés.

E.4 Marché à tranches

Le présent marché comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle :

- Tranche ferme : rénovation de la toiture ardoise du bâtiment 17
- Tranche optionnelle : isolation de la toiture du bâtiment 17

E.5 Modifications des prestations en cours d'exécution

Pendant l'exécution du marché, la personne publique peut prescrire au titulaire des modifications relatives aux prestations commandées ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire.

La décision est notifiée par écrit au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai de 5 jours ouvrés, est réputé l'avoir acceptée.

Toute modification des prestations est formalisée par un avenant.

E.6 Forme des notifications et communications

Les échanges entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ou leurs représentants sont transmis par tout moyen permettant d'attester de la date de réception.

E.7 Prix

Le marché est conclu :

- ☐ à PRIX UNITAIRES basés sur le bordereau de prix joint ou intégré au présent document (BPU)
☒ à PRIX FORFAITAIRE résultant du bordereau de Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF) joint ou intégré au présent document

Taux de TVA à appliquer : 20,00 %

Montant du marché :

Tranche ferme : Rénovation de la toiture ardoise du bâtiment 17

- Montant hors taxes HT :
 - ◆ montant hors taxes HT arrêté en chiffres à : €
 - ◆ montant hors taxes HT arrêté en lettres à :
- Montant TTC :
 - ◆ montant TTC arrêté en chiffres à : €
 - ◆ montant TTC arrêté en lettres à :

Tranche optionnelle : Isolation de la toiture du bâtiment 17

- Montant hors taxes HT :
 - ◆ montant hors taxes HT arrêté en chiffres à : €
 - ◆ montant hors taxes HT arrêté en lettres à :
- Montant TTC :
 - ◆ montant TTC arrêté en chiffres à : €
 - ◆ montant TTC arrêté en lettres à :

E.8 Forme des prix

Les prix sont fermes et définitifs pour toute la durée d'exécution du marché. Toutefois, ils peuvent être actualisés selon les modalités définies par l'article R.2112-9 du code de la commande publique.

Formule d'actualisation :

$$P = P_o \times [BT(n-3)/BT_o]$$

P = prix actualisé HT

P_o = prix initial HT

BT (n-3) = valeur disponible de l'index concerné à la date de commencement des travaux moins 3 mois.

BT_o = valeur de l'index BT au mois d'établissement du prix du marché

* Index BT30 = Couverture en ardoises de schiste

E.9 Montant sous traité

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, un formulaire DC4 sera annexé au présent acte d'engagement pour chaque sous-traitant et indiquera la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par chaque sous-traitant, son nom et ses conditions de paiement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque formulaire annexé constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque formulaire annexé constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations sous-traitées conformément à ces formulaires annexés est de :

- Montant hors TVA

- Montant TVA incluse

Les déclarations et attestations (article R2193-1 à 22 du décret n°2018-1075 du 03/12/2018) des sous-traitants recensés dans les formulaires annexés, sont jointes au présent acte d'engagement.

E.10 Créance présentée en nantissement ou cession

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que je pourrai / nous pourrons présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

E.11 Avances

En application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

En application de l'article R.2191-5 du code de la commande publique, le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Le paiement de cette avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute par pré-compte sur les sommes dues au titulaire par fractions proportionnées aux échéances prévues dans le calendrier d'exécution des prestations.

E.12 Acomptes

Les prestations commandées ne feront pas l'objet d'acomptes.

E.13 Solde

Sans objet.

E.14 Pénalités et réfaction

Si les prestations fixées dans le cadre de l'article F. ANNEXE TECHNIQUE du présent document ne sont pas respectées, le titulaire encourt une pénalité calculée selon le tableau ci-dessous.

Les pénalités peuvent être appliquées en cas de retard, non-conformité ou mauvaise exécution.

Nature des pénalités		Montant	Décompte	Motifs d'application des pénalités
Exécution des travaux		50 €	Par jour calendaire de retard	Non respect du délai
Documents d'exécution		50 €	Par jour calendaire de retard	Non respect du délai pour la remise de la liste des documents d'exécution Non respect du délai pour la remise des documents d'exécution
Chantier	Nettoyage	Selon devis	Par infraction constatée	Défaut de nettoyage
	Réunions	100 €	Forfaitaire	Absence ou retard – Par constat

SPS	Non remise du Plan de prévention avant le démarrage des travaux	50 €	Par jour calendaire de retard	Non respect du délai
	Non-respect des indications du CSPS	50 €	Forfaitaire	Par infraction constatée
Repliement des installations et remise en état des lieux		50 €	Par jour calendaire de retard	Non respect du délai
Documents fournis après exécution		50 €	Par jour calendaire de retard	Non respect du délai
Retard pour levée des réserves		50 €	Par jour calendaire de retard	Non respect du délai

Par dérogation à l'article 19.21 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG-Travaux, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable, sauf avis contraire.

Un décompte mensuel de pénalités est joint à l'état d'acompte au titulaire qui a 10 jours pour faire ses observations.

Développement durable

En cas de non respect des obligations tenant au développement durable, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité fixée à 50 euros par jour d'infraction.

E.15 Règlement des prestations

La facture afférente aux prestations est adressée sous forme dématérialisée sur la plate-forme CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

Pour enregistrer sa facture, le titulaire doit indiquer deux informations :

- **le numéro d'engagement juridique CHORUS (EJ)** = communiqué lors de la notification du marché. **n° de bon de commande à droite en haut du bon de commande à en-tête de la DRFIP**
- **le n° du service exécutant** = communiqué lors de la notification du marché. **n° Serv.Ex., en haut à gauche du bon de commande à en-tête de la DRFIP**
- **le numéro de SIRET de l'État** = 11000201100044

La facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le détail de la facturation (acompte, solde / objet)
- la date de notification du marché
- OU la date du bon de commande
- **le numéro d'engagement juridique CHORUS (EJ)** = communiqué lors de la notification du marché. **n° de bon de commande à droite en haut du bon de commande à en-tête de la DRFIP**
- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire;
- le prix total HT et le prix total TTC.

Le paiement des prestations intervient dans un délai maximal de 30 jours calendaires à compter de la date de réception de la facture ou à compter de la date de validation des prestations si celle-ci est postérieure à la date de réception de la facture. Le délai de paiement peut être suspendu par le RPA en cas de demande d'informations complémentaires nécessaires à l'établissement de la mise en paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement.

E.16 Documents à produire pendant l'exécution du marché

E.16-1 déclaration d'assurance

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations, y compris en cas de sous-traitance. Dans un délai de **15 (quinze) JOURS à compter de la notification du marché**, et avant-tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être titulaire d'une police d'assurances :

- au titre de la responsabilité civile ;
- au titre de la dommage ouvrage ;
- garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code Civil.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du pouvoir adjudicateur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Par la suite, et pendant toute la durée du marché, le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité, sans interruption. Il transmet au RPA dans les 15 jours suivant la date de reconduction les attestations de renouvellement de son assurance par courrier ou courrier électronique ou sur le site :

WWW.E-ATTESTATIONS.FR

et ce, jusqu'à l'expiration du contrat en cours.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite au pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

E.16-2 déclaration de paiement des impôts et des cotisations sociales

Pendant toute la durée du marché, les titulaires doivent fournir tous les six mois au plus :

-une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales ;

-les attestations et certificats de paiement délivrés par les administrations fiscales et sociales ;

Le titulaire transmet les attestations précitées par courrier ou courrier électronique ou sur le site :

WWW.E-ATTESTATIONS.FR

et ce, jusqu'à l'expiration du contrat en cours.

Pour toute demande de création d'un compte sur www.e-attestation.fr, le titulaire écrit à support@e-attestation.com.

Les sous-traitants éventuels doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

E.17 Résiliation

Les clauses mentionnées aux articles 49 & 50 du CCAG-Travaux sont applicables au marché sous réserve des stipulations ci-dessous.

Le cas échéant, la résiliation pour l'un des motifs suivants :

- pour événements extérieurs au marché et à relatifs à la capacité du titulaire à exécuter le marché (art. 50.1 du CCAG-Travaux) ;
- pour faute du titulaire (art.50.3 du CCAG-Travaux) ;
- absence de garanties complémentaires exigées au titre des capacités (absence d'interdiction de soumissionner) ou des assurances (§ E.17-1) malgré une relance par courrier ou courriel en recommandé A/R ;

ne donne lieu à aucune indemnisation du titulaire.

Le cas échéant, la résiliation pour l'un des motifs suivants :

- événements liés au marché et indépendants de la volonté du titulaire (art.50.2 du CCAG-Travaux) ;
- motif d'intérêt général (art.50.4 du CCAG-Travaux) ;

donne lieu à une indemnisation limitée à 5 % de la part non exécutée du marché.

E.18 Exécution aux risques et aux frais du titulaire

En application de l'article 52 du CCAG-Travaux, et en cas de défaillance du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations à ses frais et risques par une entreprise tierce.

La mise en œuvre de cette stipulation est obligatoirement précédée de l'envoi au titulaire d'une **lettre de mise en demeure en recommandé avec accusé de réception**. En l'absence de réponse de sa part dans un délai de 15 (quinze) JOURS calendaires, ou si les manquements relevés persistent dans le même intervalle, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire usage de cette stipulation.

L'exécution aux risques et aux frais peut avoir lieu en cas d'inexécution (sans résiliation) ou être décidée en plus de la résiliation aux torts du titulaire.

E.19 Développement durable et gestion des déchets

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Il veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et l'évacuation des déchets créés par les travaux vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objet du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

E.20 Traitement des données à caractère personnel

Le présent marché comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel.

E.20-1 Préambule – précisions terminologiques

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD) est le représentant du pouvoir adjudicateur du présent marché et les sous-traitants sont les titulaires des lots de l'accord-cadre.

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles chaque titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

E.20-2 Description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du RPA, pour la durée du présent marché, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations.

Pour l'exécution des prestations du marché et en cas de besoin avéré, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra mettre à la disposition des titulaires les données à caractère personnel suivantes : noms, prénoms, fonction, courriel, téléphone et direction de rattachement de ses agents ou de leurs interlocuteurs. La transmission de ces données a pour unique finalité la facilitation de l'exécution du présent contrat et n'autorise en aucun cas un retraitement ou une diffusion en dehors des services concernés.

E.20-3 Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit le représentant du pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de du représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

E.21 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

E.21-1 Règlement amiable des litiges

Le représentant du pouvoir adjudicateur, le préfet de la région Pays de la Loire, est signataire de la [Charte "Relations Fournisseur Responsables"](#) portée par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

Préalablement à tout contentieux, les parties sont tenues de saisir le comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges à Nantes (44) et/ou la médiation régionale des entreprises (DIRECCTE).

E.21-2 Juridiction compétente

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du marché, le juge du tribunal administratif de Nantes, territorialement compétent, est saisi du litige juridictionnel.

6 allée de l'Ile Gloriette BP24111
44041 Nantes Cedex 1
Téléphone : +33 2 40 99 46 00
Télécopie : +33 2 40 99 46 58
Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

E.22 Contrôle et réception des travaux

E.22.1 - Date d'achèvement des travaux et réception

Le titulaire avise par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés.

L'entrepreneur procédera au contrôle et à la révision complète de ses ouvrages et remédiera aux défauts constatés afin de présenter aux opérations de pré-réception des ouvrages en parfaite concordance avec les prescriptions fournies dans le CCTP.

À l'occasion des opérations préalables à la réception des travaux, le Maître d'ouvrage fixe un délai pour l'exécution des travaux inscrits en réserve au procès-verbal de réception. Passé ce délai, si l'entreprise n'a pas rempli la totalité des obligations, elle se verra appliquer une pénalité.

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et se déroule simultanément pour tous les lots (*en cas d'allotissement*) dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

La réception de la tranche ferme fera l'objet d'une réception partielle, conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

E.22.2 – Réception avec réserves

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'ouvrage au procès-verbal de réception ou, en l'absence d'un tel délai, 3 mois avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Si les travaux ne sont pas réalisés dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter par un tiers aux frais et risques du titulaire. Il en impute de plein droit, sans mise en demeure préalable, le coût sur le montant du décompte général et définitif revenant au titulaire.

E.22.3 – Réception avec réfaction

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas pleinement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître d'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait. La réception est alors prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

E.22.4 – Décision de réception

Dans le délai de cinq jours suivant la date du procès-verbal relatif aux opérations préalables à la réception, dressé contradictoirement entre le titulaire et le maître d'œuvre, ce dernier fait connaître par récépissé au titulaire s'il a proposé ou non au représentant du pouvoir adjudicateur de prononcer la réception des travaux :

- la réception avec ou sans réserve ainsi que la date qu'elle retient pour achèvement des travaux ;
- sa proposition de réception assortie d'une réfaction de prix ;
- son refus de prononcer la réception.

La décision prise par le représentant du pouvoir adjudicateur est notifiée au titulaire dans les trente jours suivant la date du procès-verbal.

E.22.5 – Réception partielle

Les stipulations du C.C.A.G / Travaux sont seules applicables.

E.22.6 – Documents fournis après réception

L'élaboration du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est à la charge du titulaire. En application de l'article 40 du CCAG-Travaux, le titulaire s'engage à remettre les documents en même temps que la demande de réception des travaux.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 50,00 € par jour calendaire de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

Il doit fournir :

- * les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés
- * les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages
- * les prescriptions de maintenance.

Le D.O.E est à remettre au maître d'ouvrage en 1 exemplaire papier + 1 numérique sur clé USB.

Les plans et autres documents conformes à l'exécution seront pliés au format normalisé A4.

E.22.7 – Délai de garantie des prestations

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement d'un an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies par l'article 44 du CCAG-Travaux.

Les garanties particulières suivantes sont également prévues : la responsabilité de l'entrepreneur, en cas de désordres, dégradations ou préjudices matériels ou immatériels causés aux tiers restera en tout état de cause pleine et entière, tant à titre principal que comme garant du maître d'ouvrage y compris si ces désordres, dégradations ou préjudices matériels ou immatériels ne se sont révélés ou n'ont été portés à la connaissance de l'un ou l'autre des cocontractants qu'après la réception sans réserve des travaux ou arrêté sans réserve du décompte définitif.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel induits par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le pouvoir adjudicateur un préjudice supérieur à 8 jours, celui-ci exige un matériel de remplacement équivalent. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après consultation du titulaire.

Si l'entrepreneur propose dans son offre des matériaux ou fournitures d'un type nouveau, il devra souscrire une assurance particulière couvrant leur tenue pendant **dix ans** compter à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Il devra leur remplacement éventuel ainsi que les remises en état qui en découlent, sur simple mise en demeure du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

E.23 Dérogations au cahier des clauses administratives générales_TVX

NATURE DE LA DÉROGATION	DOCUMENT UNIQUE	CCAG-TRAVAUX
Pénalités	Articles E.15 et F.2.5	Articles 19.21 et 19.3
Dossier des ouvrages exécutés	Article E.18	Article 40

E.24 Contacts et renseignements

Pour tout renseignement complémentaire concernant la conception et la réalisation des prestations, le prestataire contactera par messagerie les personnes ressources de la gendarmerie des Pays de la Loire, ci-après désignée :

Bureau de l'Immobilier et du Logement
bil.dao.rgpl@gendarmerie.interieur.gouv.fr
02.28.24.14.13

Cette personne pourra être contactée pendant toute la durée de la consultation par les prestataires intéressés, puis pendant la réalisation des prestations.

F. ANNEXE TECHNIQUE

DÉFINITION DU BESOIN, DES QUANTITÉS, DES PRÉREQUIS EXIGÉS ET DESCRIPTIF TECHNIQUE

F.1 Définition de l'opération

Le présent document a pour objet de définir la nature et la consistance des travaux se rapportant à la rénovation et à l'isolation de la toiture en ardoise du bâtiment 17 de la caserne RICHEMONT.

Sont concernés par les travaux :

- les protections des accès au chantier
- les travaux divers et toutes sujétions découlant des travaux du présent marché.

F.2 Décomposition en tranches - allotissement

Le présent marché comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle :

- Tranche ferme : rénovation de la toiture ardoise du bâtiment 17
- Tranche optionnelle : isolation de la toiture du bâtiment 17

F.3 Observations générales

L'ensemble des spécifications et prescriptions techniques définies ci-après s'appliquent pour l'ensemble des articles de l'annexe F et du DPGF. Les compléments descriptifs au sein de chaque article, viennent en complément de ces prescriptions.

L'entreprise devra donc incorporer dans son prix unitaire de chaque article les prescriptions décrites ci-après.

Sauf stipulations expresses au présent descriptif les travaux seront conformes à l'ensemble des règles, D.T.U ; cahiers des charges du C.S.T.B et normes en vigueur à la signature des marchés, ainsi qu'à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur applicables à l'ouvrage objet de l'annexe F.

F.3 - 1-1 Étendue des travaux

D'une manière générale, l'entrepreneur doit la réalisation de tous les ouvrages tels qu'indiqués à l'annexe F. Il doit également tous les travaux qui, bien que non explicitement décrits, découleraient d'une façon logique des prestations dues ainsi que la mise en œuvre de tous les ouvrages et accessoires nécessaires à la bonne finition de ses travaux.

Tout travail produisant un bruit important fera l'objet de coordination avec l'équipe de maîtrise d'ouvrage. L'entrepreneur est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

F.3 – 1-2 Obligation de l'entrepreneur

Le présent marché est traité à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE. Celui-ci doit être déterminé conformément aux indications du présent document.

L'entrepreneur est tenu, pour la remise de son prix forfaitaire, en fonction de son DPGF, de lire très attentivement toutes les dispositions des articles de l'annexe tous corps d'état qui sont applicables au présent marché.

Il devra remettre un prix forfaitaire comprenant, outre ce qui est décrit dans le DPGF, tout le matériel, les fournitures, les ouvrages de toutes natures et la main d'œuvre pour livrer un ouvrage entièrement terminé quant à sa partie spécialisée et décrite dans son marché.

Il devra également prévoir tous les menus ouvrages nécessaires à la bonne finition de ses ouvrages selon les règles de l'art.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix.

L'Entrepreneur devra se renseigner auprès du Maître d'ouvrage pour tout ce qui lui paraît douteux ou incomplet.

Il est spécifié que le prix remis par l'Entrepreneur devra être invariable et qu'il ne pourra arguer d'une omission ou erreur, soit au devis descriptif ou autres pièces, soit de sa part, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, ou pour se dispenser d'exécuter un ouvrage de sa spécialité nécessaire pour la finition parfaite et la stabilité des existants selon les règles de l'art des travaux projetés, si l'ouvrage concerné figure aux plans.

Dans la description qui va suivre, le maître d'ouvrage s'est efforcé de renseigner l'Entrepreneur sur la nature des travaux à exécuter, leurs dimensions et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif.

F.3 – 1-3 Coordination

L'Entrepreneur devra vérifier toutes les cotes et implantations sur le chantier, et se mettre en rapport avec les autres corps d'état pour toutes les réservations et fixations nécessaires.

L'Entrepreneur sera seul responsable des erreurs qu'il aurait constatées et non dénoncées aux intéressés, ainsi que les modifications qu'entraîneraient pour lui ou pour un quelconque corps d'état un oubli ou l'inobservation de cette clause.

F.3 – 1-4 Conditions de mise en œuvre

Avant la date prescrite par le marché ou l'ordre de service, de commencer ses travaux, l'Entrepreneur doit s'assurer de l'état des ouvrages sur lequel il doit œuvrer. Toutes dispositions non conformes aux prescriptions de son marché ou à ses dessins ou plans seront précisées par écrit au maître d'ouvrage.

F.3 – 1-5 Clauses diverses

Opération préalable à la réception

Ces dispositions porteront sur :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés,
- les épreuves et essais.

F.4 Note générale

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières et le DPGF ont pour but de renseigner les entrepreneurs sur la nature des ouvrages à réaliser concernant des travaux de rénovation de la toiture ardoise du bâtiment 17 de la caserne RICHEMONT.

F.5 CCAG Applicable

Les marchés sont régis par le Cahier des Clauses Administratives Générales approuvé par arrêté du 30 mars 2021 applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés publics.

F.6 Sous-traitance

Voir Article E.9

F.7 Obligations des entreprises

L'Entrepreneur doit des ouvrages offrant une parfaite finition et reste seul responsable de l'exécution des travaux inclus dans son marché, ainsi que leur tenue dans le temps.

Dans son offre, l'Entrepreneur aura prévu la totalité des équipements et fournitures des éléments nécessaires au bon fonctionnement de ses installations.

Chaque entreprise doit son propre nettoyage et l'évacuation des gravats en déchetterie.

F.8 Normes, règlements et avis techniques

Les travaux devront, pour tous les intervenants, être exécutés conformément aux normes, règlements, DTU, préconisations des fabricants, avis techniques et règles de l'art en vigueur.

F.9 Garanties des ouvrages - assurances

Chaque entreprise doit remettre ses assurances civile et décennale durant la phase candidature.

L'entrepreneur déclare être parfaitement garanti tant au point de vue de la responsabilité civile que décennale, et que ce soit au titre de fabricant ou applicateur.

F.10 Dépenses diverses

Les frais occasionnés par la consommation d'eau et d'électricité pour les besoins du chantier seront à la charge de la maîtrise d'ouvrage.

F.11 Délais et planning de chantier

La durée du marché court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux de la tranche ferme au titulaire.

Le délai d'exécution prévisionnel sera présenté par le titulaire et détaillé dans son mémoire technique.

F.12 Spécifications techniques générales

F.12 – 1-1 Documents de références

Les études de conception et les travaux d'exécution des ouvrages du présent marché sont à réaliser selon les règles de l'art et les textes en vigueur à la date du premier jour du mois d'établissement des prix de l'entreprise (sans que cette liste soit limitative).

Les textes obligatoires dans leur domaine d'application tels que :

- Code de la construction,
- Code du travail,
- Décrets et arrêtés,
- Les normes Françaises NF éditées par l'Afnor,
- Documents techniques unifiés,
- Réglementation de sécurité contre l'incendie (ERT + ERP)
- Cahier des charges,
- Cahier des charges particulières des fabricants,
- Cahier et règles de calcul des DTU édités par le CSTB.
- Avis techniques du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (C.S.T.B.).

Les matériaux ne faisant pas l'objet de normes, et non visés par les DTU devront être titulaires d'un avis technique.

Pour les techniques non traditionnelles (hors DTU) il sera fait application des avis techniques du CSTB, les concernant.

Ces avis techniques doivent avoir été acceptés par la commission technique individuelle de base de l'entreprise.

Certificat de qualité :

Pour les matériaux faisant l'objet d'une certification, d'une qualification ou d'un label délivré par un organisme habilité, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cette certification de qualité.

F.12 – 1-2 Pièces à remettre

A l'issue du chantier, les plans, notes de calcul et fiches techniques doivent être complétés ou refaits de façon à être rendus conformes à l'exécution définitive. Le dossier des ouvrages exécutés comprend :

- Le dossier d'exécution mis à jour,
- Les fiches de contrôles et de la fabrication, du montage et des produits utilisés.

Ce dossier est diffusé conformément aux spécifications des pièces générales du marché.

Le titulaire du présent marché devra, dans les délais qui seront fixés à la signature des marchés, fournir les éléments suivants :

a/ Pendant la phase de préparation :

Les plans d'exécution, de détails et d'implantation des ouvrages à soumettre au visa de la maîtrise d'ouvrage,

L'indication des temps des différentes tâches pour l'établissement du planning.

b/ En cours de chantier :

La fourniture des plans d'exécution, d'atelier et de chantier,

Tout document technique qui pourrait être demandé par la maîtrise d'œuvre.

c/ A la réception :

La fourniture des plans des ouvrages tels qu'ils auront été exécutés, qui seront remis à la maîtrise d'œuvre pour l'établissement du document « Ouvrages exécutés » ci-après,

La fourniture en trois exemplaires des plans de récolement, pour les instructions D.I.U.O. (Dossier des Interventions Ultérieures sur les Ouvrages).

d/ Dossier DOE « documents ouvrages exécutés » :

A la fin des travaux, le jour de la réception, l'Entreprise devra remettre au maître d'ouvrage son Dossier des Ouvrages Exécutés comprenant :

- Les notes de calculs,
- Les fiches techniques des produits et équipements et leurs entretiens et maintenance.
- 1 exemplaire sur papier (dont 1 exemplaire « reproductible ») + 1 exemplaire sur support informatique (clé USB) au format DWG de l'ensemble des plans d'exécution, d'atelier et de chantier mis à jour. Ces plans retranscriront fidèlement les ouvrages tels qu'ils ont été exécutés (plans des ouvrages exécutés),
- La fourniture en 2 exemplaires des plans de récolement pour instruction D.I.U.O. (Dossier des Interventions Ultérieures sur les ouvrages).

D'une façon générale, l'entreprise doit tous les travaux, fournitures, prestations même non désignés, nécessaires à une exécution normale et parfaite de ses travaux.

Dans le cas où une variante proposée par l'entrepreneur est retenue, l'étude correspondante ainsi que la mise en conformité de la totalité du dossier DOE seront à la charge, aux frais et sous la responsabilité de l'entrepreneur.

Il incombe à l'entrepreneur de faire établir à ses frais et sous sa responsabilité, en respectant les dispositions du projet et sur les bases indiquées ci-avant, tous les calculs et études de détails ou complémentaires, qu'il jugera nécessaire à la bonne marche du chantier.

Il fournira en temps utiles aux visas de la maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle (CVC), tous ses plans d'entreprise, de chantier et d'atelier.

La maîtrise d'ouvrage aura la faculté de faire démolir tout ouvrage exécuté avant l'obtention des accords sur les plans d'entreprise le concernant.

e/ Dispositions particulières à la charge de l'entreprise :

Pour toutes interventions des niveaux concernés et en fonction du phasage, l'entrepreneur devra :

- Baliser les zones d'interventions,
- Maintenir les accès de sécurité libres et protégés,
- Protéger efficacement tout passage ou issue vers les lieux occupés afin d'éviter la propagation des poussières,
- Nettoyer et protéger journallement les parties communes et les surfaces accessibles au public et au personnel,
- Respecter toutes les demandes formulées par le Directeur de l'établissement,
- Remettre les locaux en ordre après intervention.

F.12 – 1-3 Essais et vérifications – Parfait achèvement

a/ Essais –vérifications :

L'entreprise devra fournir l'ensemble du matériel pour exécuter les différents essais de fonctionnement.

Elle devra également fournir le personnel compétent pour la réalisation de ces essais et éventuellement demander la présence des constructeurs de matériel pour assister à ces essais.

Si les essais font apparaître des malfaçons ou une mauvaise qualité, l'entrepreneur devra les démolitions des parties sujettes à caution et la reconstruction à ses frais.

Les frais afférents aux essais seront à la charge de l'entreprise.

b/ Réception :

La réception des installations sera prononcée conformément aux dispositions prévues à l'annexe F et sous réserve :

- De la conformité des ouvrages au présent descriptif et aux règlements en vigueur,
- De la levée de l'ensemble des réserves ayant pu être formulées,
- Que les essais soient satisfaisants,
- De la fourniture des pièces citées aux articles ci-avant.

c/ Année de parfait achèvement :

Pendant cette période, l'entrepreneur devra assurer toutes les interventions nécessaires à un parfait fonctionnement des ouvrages et installations, et remédier à toutes les imperfections et tous désordres constatés pendant cette période.

F.13 Description des ouvrages

F.13 – 1-1 Généralités

Les candidats retenus sont informés qu'ils sont tenus de réaliser l'ensemble des travaux du marché pour lequel ils soumissionnent, suivant les règles de l'art de leur profession et conformément aux réglementations, normes, prescriptions, règles de calcul, cahier des clauses techniques, cahier des clauses spéciales et documents annexes (tels que DTU, cahiers et avis techniques du CSTB) propres à leur métier et aux travaux de la présente consultation, en vigueur à la date de remise des offres.

Les ouvrages sont réalisés à partir de matériel neuf et de qualité, permettant ainsi de répondre aux attendus, conditions, prescriptions et réglementations en vigueur. Ils sont posés avec tous les soins nécessaires, dans les conditions de sécurité requises et selon les règles de l'art.

Le présent dossier de consultation est rédigé de manière aussi détaillée que possible pour fixer les limites des fournitures et l'étendue de la responsabilité du candidat.

Les travaux prescrits doivent comprendre toutes les prestations permettant l'installation et le bon fonctionnement du projet, y compris toutes sujétions nécessaires.

Il est bien précisé que le candidat doit inclure dans son prix tous les matériaux et matériels qu'il juge nécessaire à la réalisation complète des ouvrages.

Les entreprises sont réputées avoir accepté les supports, vérifié les quantitatifs et contrôlé les prescriptions techniques. Les descriptifs des différents lots sont donnés à titre indicatif et aucune réclamation sera admise après le dépôt des offres de prix.

Les entrepreneurs devront réaliser un contrôle en interne de leurs prestations, depuis la commande des fournitures, du stockage, de la fabrication jusqu'à la mise en œuvre.

L'entreprise prendra toutes les mesures nécessaires pour protéger les ouvrages existants.

F.13 – 1-2 Prescriptions particulières

Les travaux seront réalisés en site occupé.

Le soumissionnaire doit inclure dans son offre toutes les fiches techniques des matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre et indiquera le délai de livraison prévu par le fournisseur.

Il est demandé au titulaire de présenter un calendrier prévisionnel de réalisation des travaux (en jours calendaires).

Il appartient au candidat d'organiser ses interventions et de mettre en place autant d'ouvriers que nécessaire pour respecter les délais qu'il aura prévus sur sa proposition de planning.

Le titulaire doit tous les percements et rebouchages, toutes les soudures et raccordements.

La fourniture et la pose du matériel doit assurer le bon fonctionnement et la conformité de l'installation.

Tous les ouvrages doivent être réalisés avec toutes les précautions requises dans des conditions telles qu'ils présentent toutes les qualités de solidité, d'étanchéité et de durée.

Tous les articles en métal ferreux doivent être protégés contre la corrosion en conformité avec les normes en vigueur.

F.13 – 1-3 Conformité à la réglementation – sécurité incendie

Pour tous les matériaux et produits concernés par la réglementation de sécurité contre les risques d'incendie, l'entrepreneur assure et garantit une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le PV d'essai au feu du matériau ou produit concerné.

F.13 – 1-4 Obligations du titulaire

Assurer la propreté du chantier, des abords et des accès.

Désigner un interlocuteur responsable des travaux.

Respecter la confidentialité des lieux et de tous documents relatifs à ces lieux.

Tous les intervenants sont soumis à un contrôle de sécurité pour leurs accès au site. Une copie de la pièce d'identité est exigée pour chaque intervenant huit jours avant le début des travaux. Une carte d'accès est remise en échange après vérification, afin de faciliter les contrôles dans l'emprise de la caserne.

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur est soumis à une obligation de résultat.

En cas de défauts, l'entrepreneur réalise tous les travaux complémentaires nécessaires quels qu'ils soient, après approbation du maître d'ouvrage.

Les frais de ces travaux sont entièrement à la charge de l'entrepreneur.

F.13 – 1-5 Visite de site obligatoire – renseignements complémentaires

Afin de présenter une offre valable, tout candidat est tenu d'effectuer une visite du site (*attestation de visite à renseigner et à joindre à l'offre*). Il peut ainsi évaluer l'importance des travaux, vérifier l'exactitude du descriptif et appréhender les contraintes liées au site (travaux en site occupé).

La prise de rendez-vous est à effectuer via le formulaire de demande de visite joint au présent document et est à transmettre au moins 48 heures avant la date de visite au Bureau de l'Immobilier et du logement : bil.dao.rgpl@gendarmerie.interieur.gouv.fr Téléphone : 02 28 24 14 13.

Lors de la constitution du dossier de remise des offres, les candidats prennent contact avec le bureau de l'immobilier et du logement de la région de gendarmerie des Pays de la Loire (Téléphone : 02 28 24 14 13 – Courriel : bil.dao.rgpl@gendarmerie.interieur.gouv.fr) pour toute question ou demande de document complémentaire.

Accès au site et au chantier:

L'accès au site se fera par l'entrée principale : 19, rue de la Mitrie à Nantes

F.13 – 1-6 Déroulement de l'opération

Préparation de chantier :

La préparation du chantier débutera à la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux de la tranche ferme au titulaire.

Elle correspond à :

- la présentation de la preuve de la commande des matériaux validés par le maître d'ouvrage et du délai annoncé par le fournisseur, la fourniture des fiches techniques ayant été effectuée lors de la consultation ;
- la validation des fiches techniques et/ou des échantillons par le maître d'ouvrage ;
- la fourniture des plans d'exécution et des plans de détails par le titulaire ;
- la validation des plans d'exécution et des plans de détails par le maître d'ouvrage ;
- la fourniture d'un calendrier de chantier établi par le titulaire et détaillant les interventions en termes de nature et de localisation ;
- la validation du calendrier de chantier par le maître d'ouvrage ;
- la fourniture du plan d'implantation de chantier (PIC) détaillant les installations de chantier et les zones de travaux ;
- la validation du PIC par le maître d'ouvrage ;
- l'état des lieux avant installation de la base vie et des zones de stockage des matériels et matériaux (il est recommandé de faire des photos pour toutes contradictions en fin de chantier) ;
- l'élaboration et la signature d'un plan de prévention par le commandant de caserne et le titulaire.

Réunions de chantier :

Les réunions de chantier ont lieu une fois pendant la phase de préparation du chantier et avec une fréquence hebdomadaire pendant la durée des travaux. La présence aux réunions de chantier est obligatoire pour le titulaire, assisté par ses sous-traitants le cas échéant.

Stockage :

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour protéger le matériel et les matériaux stockés dans les zones définies dans le plan d'implantation de chantier (PIC). Tous les matériaux seront stockés à l'abri des intempéries et de l'humidité. Les différents équipements et matériaux entreposés restent la propriété du titulaire et relèvent de la charge de celui-ci jusqu'à leur mise en œuvre ou installation.

Installations de chantier :

Après l'état des lieux prévu au paragraphe « Préparation de chantier », la région de gendarmerie des Pays de la Loire met à la disposition du titulaire un espace extérieur dédié à l'emplacement des ateliers, abris, aires de stockage des matériaux, à la mise en place d'une benne si nécessaire et aux stationnements des véhicules du titulaire. Cet espace sera localisé à proximité du chantier.

Les sites d'approvisionnement des matériaux et de stockage des bennes, lorsqu'il y en a, seront délimités par des barrières, grillage ou bardage rigide et des panneaux signalétiques interdiront l'accès dans la zone.

Il est rappelé qu'il n'est pas admis de dépôts sur les pelouses, espaces verts et parkings privatifs (sauf accord écrit du maître d'ouvrage).

Les goulottes de descentes de gravats sont tolérées sous la seule responsabilité de l'entreprise qui devra, notamment, prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter les salissures des façades et aménager une zone de réception clôturée d'une surface suffisante pour éviter les projections de gravats sur les véhicules ou les passants.

Dans le cas de travaux suffisamment importants, l'entrepreneur doit la location d'une benne qui sera vidée aussi souvent que nécessaire.

La benne pouvant être entreposée sur une voirie, l'entreprise fait son affaire des autorisations administratives nécessaires et paiera les éventuelles taxes de stationnement.

L'entreprise devra le nettoyage au pourtour des bennes quotidiennement ou autant de fois que nécessaire.

Le stockage des déchets ne saurait être que provisoire et limité.

Les gravois seront enlevés du chantier au fur et à mesure des travaux de démolitions. Aucun stockage de gravois, même temporaire ne sera admis à l'intérieur des bâtiments.

Concerne l'enlèvement de la totalité des gravois.

F.13 – 1-7 Enlèvement des gravois

Déchets de chantiers

- **Déchets inertes** (DI) : pierres, terres, matériaux de terrassement, béton, céramique, terre cuite, verre, laine de verre, plâtre, asphalte, bitume...

- **Déchets industriels banals** (DIB) : bois non traité, métaux, plastiques, polystyrène, peinture à l'eau, déchets mélangés (notamment avec du plâtre), déchets de nettoyage...

- **Déchets industriels spéciaux** (DIS) ou déchets dangereux : présence de métaux lourds, hydrocarbures, sols contaminés, bois traités, peintures, solvants, vernis, goudrons, suies, huiles, traitements chimiques, agents de fixation, amiante-ciment...

- **Déchets d'emballage** (DIB), soumis à des objectifs stricts de valorisation : palettes en bois, emballages en plastique, en papier, en carton ou métalliques, tous non souillés.

L'entreprise joint une note technique dite « Plan d'élimination et de valorisation des déchets (PEVD) ». Cette note identifie les déchets que produira le chantier et décrit les mesures que l'entreprise prévoit de prendre pour les trier, les valoriser ou les éliminer, nombre de bennes ou de véhicules adaptés, signalétiques, mesures de gestion (manutention, propreté sur chantier), information du personnel de l'entreprise, évacuation, protection du public, etc.

La note est contractuelle après approbation et mise au point éventuelle par le maître d'ouvrage.

Ce PEVD dépend de la nature et du volume des déchets produits, des possibilités locales d'élimination et de valorisation, et des contrats que l'entreprise souscrit habituellement avec des prestataires spécialisés.

D'une façon générale, par le fait qu'elle participe à l'appel d'offres, l'entreprise garantit au maître d'ouvrage une gestion des déchets parfaitement conforme à la réglementation en vigueur et au plan départemental de gestion des déchets.

Le coût du traitement des déchets sera intégré dans le devis de l'entreprise. Le prix sera global et forfaitaire et comprendra toutes sujétions, taxes et frais de décharge.

F.13 – 1-8 Nettoyage du chantier et des abords

Les travaux comprennent l'installation, l'évacuation, le nettoyage du chantier, des abords et des accès, comprenant notamment le traitement des déchets, débris, gravats et emballages.

Chaque entrepreneur est tenu de ramasser, manutentionner et enlever ses propres gravats et ceci au fur et à mesure de leur production et doit procéder au nettoyage, à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

Les dégâts occasionnés aux biens ou aux personnes seront réglés par l'entreprise.

Il est formellement interdit à toutes les entreprises de rejeter à l'égout des eaux chargées de ciment ou de tout autre produit pouvant se déposer dans le réseau.

Après exécution de ses travaux, l'entrepreneur doit le nettoyage de ses ouvrages ainsi que l'enlèvement de toutes protections provenant de ceux-ci.

F.13 – 1-9 Préparation des supports

Les supports doivent être secs, propres, exempts d'efflorescences, poussière, huile de décoffrage et débarrassés de toute partie adhérent mal. Ils seront plans et de finition telle qu'ils obtiendront un bon accrochage, présenteront une fixité et une indéformabilité suffisantes. L'entrepreneur devra prévoir le renforcement des structures et supports existants si nécessaire après étude.

F.13 – 1-10 Sécurité et protection de la santé au travail

Un plan de prévention simplifié écrit doit être rédigé par le titulaire dans le cadre de la préparation de chantier.

Concernant les risques liés aux travaux, le titulaire veille à ce que les dispositions et règles de sécurité en vigueur applicables aux chantiers du bâtiment et des travaux publics soient appliquées.

Tous les travaux sont à exécuter dans le strict respect des règles de sécurité.

L'entrepreneur devra mettre à la disposition de ses ouvriers des extincteurs et une trousse de premiers secours.

F.13 – 1-11 Protection et sécurité des occupants

Toutes les prestations sont réalisées dans des sites occupés. En conséquence, l'entreprise doit prendre toutes dispositions pour assurer la sécurité des usagers, interdire l'accès du public aux zones de stockage et se prémunir des risques raisonnablement prévisibles (incendie, vandalisme...).

En pratique, l'utilisation de bennes closes ou de véhicules fermés à clés en permanence et surveillés en période de chargement est obligatoire. À défaut, des zones clôturées et fermées à clés en permanence devront être aménagées.

F.14 Description détaillée des travaux

Les travaux du présent marché consistent à réaliser la rénovation de la toiture ardoises du bâtiment 17 de la caserne RICHEMONT située 19 bis, rue de la Mitrie à Nantes.

Prescriptions techniques

1. Tranche ferme - Réfection de la couverture ardoise du bâtiment 17

Travaux préparatoires :

- La gendarmerie mettra à disposition un accès à l'électricité et à l'eau.
- Installation de la base vie et du périmètre de sécurité par barrières eras et toutes demandes relatives à la sécurité des personnes demandées par le Maître d'ouvrage.
- Les moyens de levage seront à la charge de l'entreprise titulaire.
- Fourniture et pose pendant la durée du chantier d'un échafaudage et tout organe accessoire de sécurité.
- Pose de bâches de protection pour les parties découvertes et en cas de pluie, afin de protéger les bureaux en activité pendant la durée du chantier.

Il sera prévu un nettoyage général à l'issue des travaux comprenant :

- le balayage et nettoyage des abords par l'élimination des tous les menus déchets,
- l'élimination de la poussière sur la zone de travail,

Travaux :

Toiture ardoise : environ 1 100 m²

*** Toiture 2 pans :**

- Révision et nettoyage de l'ensemble de la toiture, comprenant le remplacement des ardoises cassées ou ébréchées et la remise en place des ardoises déplacées.
- Forfait pour le remplacement d'une partie des ardoises – estimé à 20% ;
- Forfait pour le remplacement de liteaux et contre lattes si nécessaire ;
- Pose de rives à noquet et doublis en ardoise ;
- Dépose et remplacement du faîtage, des sorties de toiture et des lanterneaux ;
- Réfection des supports de l'antenne ;
- Pose de chatières de ventilation ;
- Pose d'un pare-vapeur ;
- Pose des nouvelles gouttières et descentes EP ;

*** Brisis :**

- Dépose des liteaux, contre lattes, ardoises, zingueries, ...
- Remplacement des éléments zinc ;
- Remplacement des ardoises, remplacement des crochets ;

*** Garde-corps :**

- Remise en peinture des 29 gardes-corps présents au niveau des fenêtres du brisis ;

Cheminées brique : 16

- Échafaudage complémentaire ;
- Dégarnissage des joints ;
- Regarnissage des joints au mortier de chaux ;
- Solins ;
- Remplacement du couronnement si nécessaire ;
- Pose de chapeaux de protection et/ou condamnation des conduits inutilisés ;
- (en cours de chantier, devis en supplément pour la réfection complète des cheminées dont l'état nécessiterait ce type de travaux)

2. Tranche optionnelle - Réfection de la couverture ardoise du bâtiment 17

Travaux préparatoires :

- Utilisation des moyens mis en place dans le cadre des travaux de toiture (base vie, moyens de levage, ...);
- Pose de protection dans la cage d'escalier ;
- Évacuation de l'isolant actuel (posé sur le sol des combles) et apport en déchetterie ;

Travaux :

- L'isolant proposé devra correspondre à la fiche BAT-EN-101 - vA64-4

Variante 1 : au niveau des rampants

- Panneaux de laine de verre avec pare-vapeur intégré – Transmettre le coefficient R.
- Pose d'une ossature métallique pour le maintien de l'isolant

Variante 2 : au niveau du sol (vérification de la portance du sol)

- Prévoir un platelage d'accès aux VMC
- Prévoir la réhausse de la trappe d'accès aux combles
- Soufflage de laine minérale – Transmettre le coefficient R.

3 - Nettoyage général et repli:

Il sera prévu un nettoyage général à l'issue des travaux comprenant :

- le balayage et nettoyage des abords par l'élimination des tous les menus déchets,
- l'élimination de la poussière sur la zone de travail,

G. ANNEXE FINANCIERE

Les candidats doivent remettre une proposition de prix complète, l'offre de prix est établie sur la base de l'annexe F comportant les ouvrages annexes et complémentaires, nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage.

Le candidat fait son affaire de toute omission ou erreur de quantité. Aucune plus-value ne sera acceptée.

H. ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Au stade de sa candidature, le candidat s'engage sur l'honneur à présenter:

- les capacités nécessaires à l'exécution du marché public (professionnelles, techniques et financières, assurances),
- ne pas faire l'objet de l'interdiction de soumissionner aux marchés publics (art. L.2341-1 et s. du CCP),
- à respecter les dispositions de la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.
- à respecter les dispositions des articles L5212-1 à L. 5212-11 du code du travail relatifs à l'emploi des travailleurs handicapés.

Les capacités attestées sur l'honneur et la vérification des obligations sociales et fiscales du candidat seront vérifiées par le pouvoir adjudicateur avant notification au lauréat.

I. SIGNATURE DU MARCHÉ PAR L'ENTREPRISE

Après avoir pris connaissance des conditions administratives et des exigences techniques, j'accepte sans réserve les clauses énoncées ci-avant, contenues dans les documents originaux conservés par l'administration (seuls faisant foi) et m'engage, sur la base de mon offre à exécuter les prestations demandées et à livrer les fournitures demandées aux prix indiqués ci-dessus.

Si l'offre est signée au moment de l'attribution, l'attributaire s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle remise :

- ☐ sur la plateforme au moment de la remise initiale de l'offre
- ☐ sur la plateforme/sur dépôt papier après négociation
- ☐ après mise au point en accord avec l'acheteur

Nom, prénom et qualité du signataire(*) et des membres si groupement d'entreprises (**)	Lieu et date de signature	Signatures

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

(**) En cas de groupement, le mandataire est solidaire.

J'accepte le versement de l'avance :

- ☐ OUI ☐ NON

(NB : l'avance n'est pas soumise à constitution de garantie à première demande)

J. DÉCISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre du candidat est **ACCEPTÉE**.

POUR UN MONTANT DE

TRANCHE FERME :

TOTAL : € HT.

TOTAL : € TTC.

TRANCHE OPTIONNELLE:

TOTAL : € HT.

TOTAL : € TTC.

à, le

Signature (représentant du pouvoir adjudicateur)

K. NOTIFICATION DU MARCHÉ AU TITULAIRE

■ Notification dématérialisée via PLACE :

- date :

- heure :

** POUR LES TITULAIRES ÉTRANGERS*

■ En cas d'envoi en lettre recommandée avec avis de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché)

Annexe 1

Formulaire du candidat établi À L'ÉTRANGER

Annexe ou tout document équivalent (ou formulaires DC1 et DC2) à joindre dans le dossier d'offre pour les candidats étrangers. *Le candidat, auquel il est envisagé d'attribuer le marché, qui est établi ou domicilié dans un État étranger (membre ou non de l'Union européenne) et qui intervient en France, fournit à l'acheteur les informations suivantes ou équivalent (exemple, NOTI 1) :*

IDENTITE

Raison sociale :

Forme juridique :

Dirigeant principal :

Adresse :

En cas d'assujettissement à la TVA : Numéro TVA intracommunautaire attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts:

CONFORMITE

- ☐ Je certifie être à jour des mes obligations sociales (déclarations et paiements)
- ☐ Je certifie être à jour des mes obligations fiscales
- ☐ Je certifie avoir contracté les assurances permettant de garantir ma responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations

CAPACITES FINANCIERES ET EFFECTIFS

« Saisir ses effectifs, ses chiffres d'affaires globaux, dont le pourcentage significatif pour cette consultation sur les trois dernières années, si la situation juridique le permet (le formulaire est adapté pour que les sociétés récentes, n'aient pas à renseigner tous les exercices). »

« Chiffre d'affaires global (si la situation juridique le permet) :

- Exercice n :
- Exercice n-1 :
- Exercice n-2 :

Pourcentage significatif pour ce marché (si la situation juridique le permet:

- Exercice n :
- Exercice n-1 :
- Exercice n-2 :

Tranche d'effectifs (si la situation juridique le permet) :

Le formulaire est adapté pour que les sociétés créées depuis moins de trois ans n'aient pas à renseigner les trois dernières années. En cas de modifications en cours, des demandes de compléments pourront être faites par l'acheteur.

- ☐ Je déclare sur l'honneur ne pas entrer dans un des cas interdisant de soumissionner, prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- ☐ Je déclare posséder les pouvoirs d'engager la société, soit en tant que dirigeant, soit comme délégué du dirigeant : Nom :
- ☐ Les documents attestant de son identité ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France, les documents attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale (article D 8222-7-1°-b du code du travail), attestant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites, l'immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire (article D 8222-7-2° du code du travail) ne seront demandés qu'au candidat retenu.

Nom, prénom et qualité du signataire

Lieu et date de signature

Annexe 2

Documents et attestations à remettre tous les 6 mois par le titulaire établi À L'ÉTRANGER

Le titulaire du marché qui est établi ou domicilié dans un État étranger (membre ou non de l'Union européenne) et qui intervient en France, fournit à l'acheteur tous les 6 mois les documents suivants :

1) Dans tous les cas :

- ◆ Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- ◆ Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale.

2) Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- ◆ Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
- ◆ Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
- ◆ Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.
- ◆ Conformément à l'article D. 8222-8 du code du travail, ces documents et attestations sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

Annexe 3

Conditions d'accès dans les services de gendarmerie

I- CONDITIONS D'ACCÈS DANS LES SERVICES DE GENDARMERIE

Pour la mise en œuvre de ces mesures dans le cadre du présent marché, le titulaire remettra aux représentants du site, dans un délai de 15 jours avant le début de la prestation, une liste nominative des agents du titulaire comme du ou des sous-traitants susceptibles d'exécuter la prestation (en indiquant les noms, prénoms, dates et lieux de naissance, numéros de carte d'identité, adresses du personnel de sécurité et du responsable de l'intervention, ainsi que l'immatriculation des véhicules appelés à pénétrer sur le site).

Le titulaire est informé que les personnes travaillant dans le cadre du marché, ainsi que lui-même, seront soumis à un contrôle de sécurité.

L'administration se réserve le droit de demander le remplacement de toute personne ayant fait l'objet d'un avis défavorable. La non-habilitation n'a pas à être motivée.

Le titulaire s'engage à remplacer obligatoirement les personnes qui ne seraient pas agréées par l'autorité de contrôle.

De plus, le titulaire s'engage à ne présenter aux procédures de contrôle de sécurité que des personnes appartenant à son entreprise ou à ses sous-traitants désignés.

Par ailleurs, si de nouveaux salariés sont affectés à la réalisation des prestations en cours d'exécution du marché, le titulaire s'engage à en informer préalablement les représentants des autorités désignées à l'article 2 avec un préavis de un (1) mois avant l'affectation sur site.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

Les agents affectés à l'exécution du présent marché devront se présenter au poste de sécurité au sein de l'unité où la prestation sera réalisée.

Ils seront munis d'une pièce d'identité officielle comportant leur photographie, qu'ils remettront sur demande au personnel de la gendarmerie. La pièce d'identité sera conservée contre remise d'un badge ou laissez-passer jusqu'à la sortie de l'enceinte de l'unité.

Le personnel de la gendarmerie aura le droit d'accompagner les agents chargés de la prestation pendant toute la durée d'exécution de celle-ci.

Il sera en outre interdit aux agents effectuant la prestation pour le compte du titulaire, de se déplacer au sein de la caserne en dehors du lieu de la prestation, sauf autorisation expresse de l'administration.

Ils devront également se soumettre au respect des règles suivantes :

- respect des horaires d'accès à chaque site qui seront communiqués par l'administration ;
- présentation du laissez-passer attribué à tous les agents désignés par le titulaire ;
- respect du code de la route propre à chaque site (limitation de vitesse, emplacement de stationnement) ;
- stationnement sur les zones prévues ;
- soumission au contrôle de sécurité exercé par le personnel de la gendarmerie sur les agents, les matériels et les véhicules.

L'ensemble de ces mesures s'appliquent sous réserve de dispositions particulières pouvant résulter de circonstances exceptionnelles ou propres au règlement de sécurité de chaque site et dont le titulaire doit en prendre connaissance au préalable auprès de la gendarmerie ou du service technique de rattachement.

Tout manquement aux règles énumérées ci-dessus entraînera l'expulsion du site du ou des personnels concernés, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

II – SANCTIONS

Le manquement aux obligations pré-citées entraînera, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, la résiliation du contrat sans que la partie défaillante ne puisse prétendre à une quelconque indemnité. Le représentant du pouvoir adjudicateur peut y pourvoir aux frais et risques du titulaire du marché.

III – OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de la Gendarmerie, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service.

L'administration de son côté respectera également le secret des affaires de chaque candidat conformément aux dispositions nationales et européennes en vigueur, en ne communiquant pas les informations ayant trait au secret industriel, commercial ou encore stratégique.

Annexe 4

Engagement de confidentialité

Dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de données confidentielles, la personne ci-après désignée :

(prénom :) _____ (nom:) _____,
né(e), le _____ à _____, déclarant avoir toute autorité pour
agir en tant que (fonctions dans l'entreprise :) _____, au nom de la société
ci-après désignée (raison sociale et adresse)

s'engage à ne divulguer aucune information dont elle a connaissance ou qu'elle viendrait à connaître à l'occasion de cette consultation, et pour assurer la protection en tous lieux des informations qui viendraient à lui être communiquées dans le cadre de cette prestation.

Ceci étant préalablement exposé, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1. Informations confidentielles

Pour les besoins du présent Engagement, sont considérées comme confidentielles toutes les informations communiquées par le pouvoir adjudicateur au candidat, quel qu'en soit le support (écrit, en ce inclus toute information sur support électronique, ou oral) et quelle qu'en soit la nature (technique, administrative, commerciale, comptable, financière, juridique, sociale ou autre), à l'exception des informations qui font partie du domaine public au jour de leur divulgation au candidat ou qui tombent dans le domaine public autrement que du fait de la violation, par le candidat, de ses obligations au titre de l'Engagement, qui sont déjà en possession du candidat avant divulgation par le pouvoir adjudicateur (à condition de démontrer par la production de tout document que cette connaissance est préalable et libre de toute restriction concernant son usage ou sa divulgation), qui sont obtenues de manière licite auprès d'un tiers dans la mesure où le candidat n'a pas connaissance d'une obligation de confidentialité liant ce tiers relativement à ces informations ou qui ont régulièrement été obtenues par le candidat sans recours à des Informations Confidentielles.

2. Engagements de confidentialité

Le candidat s'engage, sous réserve des stipulations du paragraphe 3 ci-dessous :

- a) à prendre toutes les mesures de précaution et de protection pour conserver les Informations Confidentielles comme telles, et à ne pas les divulguer, les copier, les reproduire ou les diffuser en tout ou partie à quiconque, sans accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur ;
- b) à ne pas utiliser les Informations Confidentielles, en tout ou partie, à d'autres fins que celles relatives à l'exécution du marché public ;
- c) à s'assurer que chaque personne à qui le candidat a transmis des Informations Confidentielles soit avisée du contenu du présent Engagement et reçoive instruction de considérer comme strictement confidentielles lesdites informations qui lui auront été transmises et d'en maintenir la confidentialité en respectant les engagements prévus au titre du présent document.

3. Divulgation autorisée

Nonobstant ce qui précède, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat puisse divulguer une information confidentielle :

- aux seules personnes physiques ou morales qui auraient directement besoin de la connaître pour la réalisation des prestations. Dans le cadre de cette communication, le candidat doit informer lesdites personnes du caractère strictement confidentiel de l'information et obtenir d'elles l'engagement au respect de la confidentialité dans les mêmes formes que le présent engagement, à charge pour elles d'en justifier auprès du pouvoir adjudicateur sur simple demande ;
- lorsque cela est obligatoire en application d'une disposition législative ou réglementaire ou par une décision émanant d'une juridiction ayant compétence en la matière ou d'une autorité judiciaire, administrative, de supervision ou de régulation ou requis dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative, disciplinaire ou arbitrale dans laquelle le candidat (et ses affiliés) serait partie, sous réserve de l'information préalable du pouvoir adjudicateur dans le respect des lois et procédures applicables ;
- avec l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur.

Le candidat se porte garant de la bonne exécution de l'obligation de confidentialité pour les personnes auxquelles il aura communiqué l'information.

- Propriété des informations confidentielles

Toutes les informations confidentielles et leurs reproductions, sur quelque support que ce soit, transmises par le pouvoir adjudicateur resteront la propriété de celui-ci et devront lui être restituées immédiatement sur sa demande. La divulgation d'Informations Confidentielles au titre de l'Engagement ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite au candidat un droit quelconque (aux termes d'une licence ou par tout autre moyen) sur les documents, matières ou inventions auxquelles se rapportent les Informations Confidentielles, et ce notamment les droits d'auteur ou autres droits attachés à la propriété littéraire et artistique (copyright) ou à la propriété intellectuelle, les marques de fabrique ou le secret des affaires.

- Restitution des documents

A l'issue de la procédure de passation, en cas d'absence de candidature/offre ou en cas de candidature/offre rejetée, le candidat s'engage à ne conserver aucune copie des informations confidentielles transmises par le pouvoir adjudicateur en procédant à la destruction desdites Informations Confidentielles.

- Responsabilité

Le candidat reconnaît également avoir été informé qu'un manquement à cette obligation de confidentialité engage pleinement sa responsabilité.

- Droit applicable et juridiction compétente

Cet Engagement est régi, pour sa validité, son existence, son interprétation et son exécution, par le droit français. Tout différend concernant la validité, l'exécution ou l'interprétation du présent Engagement sera de la compétence des tribunaux français.

Fait à Le

Nom et qualité du signataire, précédés de la mention manuscrite « lu et approuvé »

NB : Le candidat transmet au pouvoir adjudicateur le présent modèle d'engagement complété et signé par la personne habilitée à engager la société (ainsi que pour chacune des sociétés sous-traitantes). En cas de groupement, chacune des personnes représentant les sociétés membres du groupement transmettent au pouvoir adjudicateur le présent modèle d'engagement complété et signé par la personne habilitée à engager leur société (ainsi que pour chacune des sociétés sous-traitantes).

Les modèles d'engagement de confidentialité sont accompagnés d'un pouvoir attestant que la personne signataire est habilitée à engager la société.